
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49862

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Option als die wahrscheinliche. Die oft generalisierend unter dem Stichwort »Finnlandisierung« vermerkte Tendenz bei den westeuropäischen Staaten, angesichts der Schwächung der USA eine Art »Rückversicherung« bei der Sowjetunion zu suchen, bedeute für die Bundesrepublik etwas anderes wie für die übrigen Staaten Westeuropas: die Hoffnung auf nationale Wiedervereinigung, wobei die Spekulation – so der Autor – darauf ziele, in einem sozialistischen Europa vom Atlantik bis zum Ural eine Schlüsselposition zu gewinnen: »In short, the Federal Republic, faced with the collapse of both its Atlantic and European options, might find the way to reunification through an apparent Soviet victory in Europe. With Germany united, it might be hoped, Western Europe and the Soviet Union could then form a viable new system, sufficiently balanced to prevent Soviet exploitation« (S. 199). Auch hier könnte man leicht kritische Einwände vorbringen, etwas den, ob eine Zweiteilung Deutschlands nicht auch im Zuge einer »Finnlandisierung« im Interesse der Sowjetunion liegen würde, die von einem immer noch kapitalistischen Westdeutschland die industrielle Ausrüstung erhalten könnte, die sie für die weitere globale Auseinandersetzung mit den USA oder China benötige. Indessen gibt der Vf. selbst zu, daß alle von ihm durchgespielten Optionen nichts Eindeutiges ergäben. Ihm kam es auch weniger darauf an, etwas Definitives zu formulieren als darauf aufmerksam zu machen, daß die nächsten dreißig Jahre nach menschlicher Voraussicht nicht so »ruhig« in Europa verlaufen dürften wie die jetzt hinter uns liegenden, daß das »deutsche Problem« in dieser Zeit sich erneut stellen werde und daß man darüber nachdenken müsse, ehe eine unaufhaltbare Entwicklung einsetze.

Wie immer man im einzelnen zu den Auffassungen Calleos zu den historischen wie den gegenwärtigen und künftigen Aspekten der »deutschen Frage« stehen mag, dem für die deutsche Thematik aufgeschlossenen und ohne Vorurteile seine Gedanken präsentierenden Autor sollte man dankbar dafür sein, daß und in welcher Weise er das »heiße Eisen« angepackt hat.

Andreas HILLGRUBER, Köln

G. HALLGARTEN, J. RADKAU, Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute, Frankfurt (E. V. A.) 1974, 574 p.

Ce livre stimulant mais inégal a l'ambition de répondre à plusieurs des problèmes fondamentaux de l'histoire allemande contemporaine: primat du Politique ou de l'Economie, degré de responsabilité de la grande industrie dans l'avènement du nazisme, nature même du »fascisme«, continuité allemande etc. . . .

G. Hallgarten, vieil historien »non-conformiste« émigré aux Etats-Unis depuis les années trente, traite des périodes wilhelmiennes et weimariennes conformément à la ligne générale de ses précédents ouvrages sur »L'impérialisme allemand avant 1914« ou sur »Hitler, la Reichswehr et l'Industrie«. D'après lui, la »Grande Dépression« d'après 1873 provoqua une »politique de rassemblement« des intérêts industriels et agrariens. Le groupe de pression ainsi constitué pour infléchir la politique douanière de Bismarck prit sous Guillaume II une

dimension proprement politique. Malgré certaines dissensions internes (très insuffisamment étudiées, par exemple à propos du ministère Papen), son influence néfaste, ne cessa guère de se renforcer depuis lors, pour atteindre une sorte d'apogée pendant la crise finale de Weimar. Cette thèse est complétée par l'affirmation – non démontrée – qui ouvre quasiment le livre et d'après laquelle « depuis l'époque de Bismarck, les Junker devaient essentiellement leur survie politique et économique à la grande industrie » (p. 12).

L'exposé des origines du «rassemblement» des intérêts est remarquablement clair et l'on saura gré en particulier à Hallgarten de remettre au passage à sa juste place la thèse du «social-impérialisme», lancée à grand fracas par H.-U. Wehler («Bismarck und der Imperialismus», 1969). D'une part, dit Hallgarten, le social-impérialisme (c'est-à-dire la volonté de résoudre le problème social par l'impérialisme) ne s'est pas développé notablement avant Guillaume II, d'autre part – et surtout – il faut bien distinguer entre intentions et réalité: le «social-impérialisme» a certes fourni matière à des déclarations multiples, mais l'impérialisme allemand, bien réel, eut des motivations semblables à celles de ses voisins: économiques, stratégiques, politiques... «Impérialisme de tard venu», mais pour l'essentiel impérialisme classique.

Hélas, Hallgarten ne manifeste ni le sens de la nuance que laisserait supposer sa critique de Wehler, ni la rigueur qui permettrait de justifier ou de comprendre les sarcasmes prodigués d'emblée à la «méthode historique» et à «l'histoire traditionnelle»... Qu'il privilégie trop évidemment le poids de l'économie, par exemple dans l'exposé hâtif du mécanisme des crises marocaines et balkaniques, on peut à la grande rigueur le comprendre; mais on ne peut admettre des procédés tels que celui qui permet de glisser d'un projet d'annexions élaboré par Class au célèbre Mémoire de Bethmann-Hollweg, lequel ignorait l'existence dudit projet (comme il est dit en note, mais seulement en note, et de façon fort désinvolte). Procédés tout aussi discutables (et idéologiquement sous-tendus): le passage de «l'apparent» au positif à propos des espoirs de dictature nourris par Seeckt en 1923 (p. 177), ou cette affirmation d'après laquelle «l'idéal de nombreux (nicht weniger) industriels» aurait alors été «une action commune du Bleu bavarois et de la croix gammée» contre la République, ceci sans autre preuves qu'une citation du seul Stinnes...

Ces exemples ne sont hélas nullement exceptionnels... Ils ne suffisent cependant pas à ruiner l'intérêt de cette partie du livre, intérêt qui s'accroît puissamment quand Hallgarten entreprend de réfuter les conclusions principales du petit ouvrage de Turner, «Faschismus und Kapitalismus in Deutschland» (1972), dans lequel il n'est pas ménagé.

Il serait, disons-le tout de suite, souhaitable que Hallgarten ne se laisse pas entraîner par le ressentiment au point de mettre en cause les origines «sudistes» de Turner et surtout d'accuser celui-ci de vouloir «acquitter» la grande industrie, alors même que Turner indique que ses constatations «ne doivent nullement acquitter les grands patrons allemands», qui ont contribué indirectement (et pour quelques uns directement) à la chute de la République de Weimar. Il n'est évidemment pas question de prendre ici parti entre les deux auteurs et en particulier de défendre Turner, fort intéressant quand il rectifie de multiples et

parfois graves erreurs devenues lieux communs, mais parfois léger au point d'écrire »qu'aux yeux de Hindenburg le junker, les plus puissants banquiers et industriels ne valaient pas plus que des boutiquiers« (!) . . . L'essentiel, c'est que les critiques de Turner obligent Hallgarten non pas à se démentir, mais à préciser sa pensée, en insistant sur les aspects qu'il tient pour essentiels: ainsi du poids indéniable de pro-nazis tels que Thyssen et Vögler dans le monde des industriels, ou des rapports directs entre Papen et le patronat de la Ruhr dans les semaines fatales . . . Les thèses de Turner et celles de Hallgarten sont d'ailleurs peut-être moins contradictoires que ce dernier le pense. Turner admet volontiers que »l'industrie« a joué contre Weimar, tout en insistant sur sa préférence pour des hommes comme Papen. Hallgarten doit concéder que l'industrie »dans sa majorité« ne souhaitait pas Hitler avant le ministère Schleicher que le ralliement final à la solution proposée par Papen ne fut »certes pas facile« et que le but poursuivi était d'ailleurs de donner ou plutôt de rendre le pouvoir réel à Papen et à la DNVP . . . ce qui témoigne au moins d'une légèreté coupable.

La partie de l'ouvrage rédigée par J. Radkau et consacrée à la période postérieure à 1933, s'impose à l'attention non seulement par l'ampleur de la documentation – y compris de nombreux travaux d'archives – mais aussi et peut-être surtout du point de vue épistémologique: Radkau est passionné par les problèmes de méthode. Aux tenants d'une histoire à ses yeux trop événementielle – et en particulier à Turner – il oppose constamment la nécessité du long terme ou, comme il dit, de la »macrohistoire«, seule susceptible, selon lui, de faire apparaître les »structures« (essentiellement matérielles et institutionnelles) qui déterminent l'évolution globale, en laissant bien peu de place aux idéologies et aux itinéraires individuels. Cela dit, Radkau n'est pas précisément marxiste et en tout cas il combat la »Vulgate«.

Selon Radkau, les grands intérêts ont d'abord bénéficié du statut privilégié »d'alliés« du III^e Reich. Il est vrai que cette situation s'est vite dégradée en une sorte de »favoritisme«, où l'on voit les industriels, soumis à de multiples contrôles, obligés de quêter (ou d'acheter) les bonnes grâces des Puissants, au premier rang desquels Goering: sujétion sans grands risques et rapportant de substantiels profits, mais sujétion tout de même. Avec la guerre et l'approche de la défaite on assiste non pas à un retournement, mais à l'émergence d'une situation que Radkau va jusqu'à qualifier de »dictature économique de la grande industrie aux détriments de l'ex-»rassemblement« des bourgeois et des agrariens« . . . à vrai dire bien oublié dans cette partie du livre. Au total, selon Radkau, les rapports de l'Economie et du système politique nazi auront été des rapports de complémentarité dans l'hétérogénéité: à l'origine, le capitalisme était idéologiquement étranger au nazisme; mais il lui fut indispensable, vu le caractère profondément »anarchique« et finalement »creux« de ce régime: c'est ce qui apparaît en particulier dans la fonction de »remplissage« de »l'espace vital« conquis à l'Est, c'est-à-dire dans des immensités que la population allemande n'était ni en état ni vraiment en disposition de remplir . . . Radkau reconnaît la subordination du capitalisme par rapport au nazisme; mais il insiste sur son »antériorité« et sur sa permanence, deux caractéristiques qui devaient

lui permettre non seulement de s'adapter, mais d'influencer le régime, directement et indirectement, de »préstructurer« certains de ses choix majeurs. La thèse ultime de Radkau n'est certes pas la consubstantialité du nazisme et du capitalisme: c'est l'éminente adaptabilité de ce dernier, son caractère »caméléonesque« et en fin de compte ce que l'auteur appelle son »irresponsabilité« politique.

Tout cela donne à réfléchir mais n'est pas toujours suffisamment étayé, malgré une documentation considérable. Il est en particulier bien regrettable que Radkau, tout en reconnaissant le primat au moins apparent du Politique, l'étudie si mal et multiplie plutôt les exemples inverses: c'est particulièrement le cas en ce qui concerne les développements – par ailleurs excellents – consacrés à l'expansion commerciale en Amérique du Sud et face aux intérêts italiens dans les Balkans . . .

Pour la période postérieure à 1945, on regrettera dès l'abord que Radkau n'ait pas jugé nécessaire de consacrer le moindre paragraphe à la décartellisation – non plus d'ailleurs qu'aux »procès économiques« de Nuremberg, qui lui auraient pourtant fourni d'abondantes munitions! . . . La ligne générale de sa démonstration tend ici à prouver que le rapport entre l'économie et la politique est passé d'une »harmonie préétablie«, littéralement incarnée par Adenauer, à l'instauration, après 1958, de ce que l'auteur lui-même hésite à appeler une »société« capitaliste . . . Tout cela est malheureusement fragmentaire, sans doute prématuré, vu les problèmes de sources, et parfois très visiblement subjectif. A vouloir trop prouver, il n'est d'ailleurs pas rare que Radkau se contredise, en particulier et encore une fois à propos du commerce et des investissements extérieurs, où l'on note une belle divergence entre économie et politique, ou à propos de la »guerre de sept ans« menée par le Prof. Erhard pour imposer une politique économique libérale à des industriels trop habitués à l'intervention de l'Etat et à la sécurité des grands cartels. Certes, Radkau constate ou suppose une harmonie au degré supérieur; mais rien de tout cela ne sera assuré aussi longtemps qu'il n'aura pas sérieusement démêlé ce qui touche à l'économie *p r i v é e* de ce qui ressortit à l'économie en général. A aucun moment, il ne se penche sérieusement sur ce problème de taille.

Revenant, dans une sorte de postface très libre, sur une interprétation globale du »fascisme« qui constitue sans doute le meilleur de sa contribution, Radkau s'interroge sur l'idée de »système« pour lui opposer les notions de »syndrome« et de »multipolarité«: en quoi il se révèle plus historien classique qu'il ne le pense sans doute lui-même. L'analyse est sans doute beaucoup trop fermée aux facteurs idéologiques, fondamentaux pour la compréhension globale du national-socialisme; le travail de Radkau n'en contribue pas moins fort sérieusement à une meilleure connaissance non seulement du fonctionnement mais de la nature même du national-socialisme.

Louis DUPEUX, Strasbourg